

SOMMAIRE

Page 1

La fin du grand débat.
Un débat de vieux Normands.

Page 2

Cotentin : un contrat de 126 M€.
Les parlementaires au contact.

Page 3

La voix de Vianney.
L'impuissance de Cagny.

Page 4

L'Agence régionale de l'orientation.
Les investissements.

Un débat de vieux Normands.

En Normandie, les jeunes n'ont pas participé au grand débat, en particulier ceux des quartiers difficiles, totalement absents.

- Les gilets jaunes aussi sont restés à l'écart.
- Le "gros" des participants était composé de retraités et de chefs d'entreprise : "un débat de vieux", résume cet observateur.

À noter : si les échanges ont été parfois vifs, ils sont restés courtois et constructifs ; aucun incident notable n'a été constaté en Normandie.

"Je veux être écouté !"

En venant débattre, beaucoup de citoyens n'avaient pas forcément de propositions à faire.

- Ils étaient surtout là pour raconter leur propre histoire, "vider leur sac", exprimer leurs attentes, bref pour être écoutés et entendus.
- En Normandie, le grand débat a montré qu'une partie de la population souffre d'un manque de considération (principalement dans les zones péri-urbaines "froides") avec, à la clé, un sentiment d'isolement aggravé par l'absence d'interlocuteurs à proximité : "on ne sait pas à qui parler, on ne sait pas à qui s'adresser !"

La fin du grand débat...

• On attend maintenant la CCR.

Avec 100 Normands tirés au sort, la conférence citoyenne régionale de Normandie (CCR) se tiendra les 15 et 16 mars prochains à Rouen. Elle marquera le point final du grand débat dans la région et ses participants seront invités à donner leur avis sur ce qui a été dit depuis le début et à faire des propositions pour préparer la suite.

- Une conférence comparable sera organisée dans toutes les régions françaises : la Normandie fait partie de la première vague.

À noter : présidé par Philippe Léger, le CESER s'est fortement mobilisé, il présentera ses propres préconisations, le 28 mars prochain à Bernay, indépendamment de la CCR.

• Que s'est-il passé en Normandie ?

À la préfecture de Région, les services du SGAR ont fait la synthèse des différentes notes adressées par les préfets et préfètes de département au ministère de l'Intérieur, sur le déroulement du débat. En voici les principaux enseignements :

- Entre le 15 janvier et le 1^{er} mars, 40% des communes ont ouvert un "cahier de doléances". Mais attention, écrire est un exercice difficile et beaucoup de ces cahiers sont revenus quasiment vides.
- Près de 450 "réunions d'initiative locale" (RIL) ont été organisées, principalement par les maires, quelques parlementaires et trois conseils départementaux (Eure, Orne, Seine-Maritime). Les autres réunions ont été le fait des "corps intermédiaires" (CCI, CMA, organisations professionnelles), sans oublier l'Université de Caen, le centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe et quelques initiatives de simples citoyens.
- Souvent, les organisateurs ont eu du mal à trouver des animateurs, une mission difficile à remplir.

À noter : le département de l'Eure a été particulièrement actif ; est-ce un "effet Sébastien Lecornu" ? Oui.

• Quelles sont les attentes des Normands ?

Les deux thèmes qui ont eu le plus de succès sont "Fiscalité et dépenses publiques" et "Organisation de l'Etat et des services publics". Sur ces sujets, les échanges ont été vifs et nourris. À l'inverse, "Transition écologique" et "Démocratie et citoyenneté" ont été beaucoup moins abordés.

Voici le résumé des attentes exprimées :

À propos de la fiscalité.

- Rétablissement de l'ISF.
- Plus grande transparence du budget de l'État.
- Baisse du train de vie de l'État.

Les parlementaires au contact.

Bien que sévèrement critiqués par les gilets jaunes, de nombreux parlementaires normands ont tenu à participer au grand débat, en organisant leurs propres réunions d'initiative locale où en répondant à l'invitation d'autres organisateurs.

• L'exemple de l'Eure.

Chez Sébastien Lecornu, les députés LREM sont allés "au contact", mais de façon différente :

- Participation aux "RIL" de Fabien Gouttefarde, Séverine Gipson et Marie Tamarelle-Verhaeghe.
- Porte-à-porte courageux de Bruno Questel, chez les habitants d'une quarantaine de communes, avec restitution le 11 mars à Louviers. Rappelons que Bruno Questel avait été personnellement menacé par certains gilets au plus fort de la crise.
- Dans l'Eure, la Droite républicaine n'est pas restée inactive puisque le sénateur UDI Hervé Maurey s'est personnellement engagé.

• L'exemple de l'Orne.

Il apporte la preuve que le grand débat n'est pas seulement l'affaire des "amis d'Emmanuel Macron".

- Avec Christophe de Balorre (président du CD.61), les 3 députés et les 2 sénateurs du département ont organisé, ensemble, depuis le 6 février, une série de 6 rencontres dans les principales villes. Leur circuit va s'achever le 11 mars. Aucun de ces parlementaires n'est LREM, c'est notable.

L'intelligence économique.

Brexit, cybersécurité, normes, protection des données... L'État et la Région se remobilisent pour sensibiliser les entreprises à l'intelligence économique. Ce n'est pas nouveau, mais, "100 fois sur le métier, il faut remettre l'ouvrage".

- La préfète Fabienne Buccio et Sophie Gaugain (1^{ère} VP de la Région), viennent de rouvrir le dossier. Elles annoncent la parution prochaine d'un "Mémo de l'intelligence économique pour les entreprises normandes", document opérationnel reprenant les actions, dispositifs et outils mobilisables utiles pour anticiper, influencer et se protéger.

Rendez-vous aussi à Caen, le 28 mai, au SecNumEco, la rencontre de la sécurité numérique.

- Fin des "privilèges" de la classe politique.
- Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.
- Diminution de la CSG, voire même sa suppression pour les retraités.
- Révision des tranches d'imposition sur le revenu.

À propos de l'organisation de l'État et des services publics.

- Retour à des services publics "à visage humain" : non au tout numérique !
- Lutte contre la désertification médicale.
- Simplification du millefeuille administratif.
- Remise en cause de certaines dispositions de la loi NOTRe sur les communes et intercommunalités.

À propos de la démocratie et de la citoyenneté.

- Reconnaissance du vote blanc et mise en place du vote obligatoire.
- Retour à la proportionnelle.
- Réduction du nombre de parlementaires et d'élus.
- Plus grande association des citoyens à la décision, via le RIC notamment.

À propos de la transition écologique.

- Application stricte du principe "pollueurs/payeurs".
- Meilleure sensibilisation au tri et au recyclage en zone rurale.
- Réduction des emballages.

Naturellement, d'autres sujets ont été évoqués ; par exemple, la suppression des 80 km/h dans les zones rurales de la région.

Mon commentaire : comme partout en France, les Normands veulent maintenant savoir quelle suite sera donnée au grand débat ; certains ont d'ailleurs proposé que les cahiers de doléances soient ouverts en permanence aux citoyens.

Agglomération du Cotentin

68 projets pour un contrat de territoire de 126 M€.

Le président Jean-Louis Valentin et les élus de l'agglomération du Cotentin ont pris leur temps : "avec la Région, nous voulions négocier un contrat de territoire qui soit un levier pour notre projet global de développement, nous voulions éviter les saupoudrages inutiles". Effectivement, ça prend du temps. Mais le résultat est là. Le protocole du 22 février, signé entre Jean-Louis Valentin, Hervé Morin et Marc Lefèvre, scelle un accord qui contribue à mettre

Et pendant ce temps-là...

• La confirmation de Siemens-Gamesa.

Comme prévu, Siemens-Gamesa (SGRE) a confirmé le dépôt du permis de construire de sa future usine d'éoliennes du Havre. Démarrage des travaux en 2020, mise en service progressive fin 2021. 750 emplois sont attendus au Havre.

D'ici là, le GPMH doit finir la préparation du terrain et construire les infrastructures maritimes pour accueillir les éoliennes ; les investissements sont lourds, la maquette financière n'est pas bouclée, 35 M€ sont à trouver.

• La confirmation de Dieppe/Le Tréport.

Comme prévu, Fabienne Buccio et Muriel Nguyen, préfètes de la Seine-Maritime et de la Somme, ont signé le 26 février, les arrêtés d'autorisation du parc éolien en mer de Dieppe/Le Tréport. La mise en service des 62 éoliennes, d'une puissance totale de 496 MW est prévue pour 2023. Mais il faudra compter avec les recours qui ne manqueront pas d'être déposés.

En attendant, les promoteurs du projet (ENGIE, EDPR, Sumitomo Corporation et la Banque des Territoires) ne cachent pas leur satisfaction ; ils annoncent que leurs deux projets éoliens (Le Tréport et l'île d'Yeu) permettront la création de 3 000 emplois directs et indirects.

L'impuissance de Cagny

Dans le Calvados, tout le monde se mobilise contre la fermeture en 2020 de la sucrerie de Cagny : les salariés et les saisonniers, les producteurs de betteraves, les gilets jaunes et de nombreux élus de tous les horizons.

- À propos des élus, la députée PS Laurence Dumont insiste sur l'onde de choc provoquée par cette décision "inattendue et inacceptable" sur l'économie locale ; de son côté, le député LREM, Alain Tourret attend "des mesures de compensation ou de réindustrialisation" du propriétaire ; enfin, Hervé Morin demande au groupe allemand Südzucker de revenir sur sa décision "non justifiée et catastrophique".

Toutes ses réactions expriment le dépit des élus concernés. Mais elles témoignent surtout de leur impuissance à peser sur le cours des choses ; tous se tournent vers l'État, représenté par Laurent Fiscus, le préfet du Calvados, pour qu'il fasse quelque chose. Oui, mais quoi ?

Mon commentaire : dans son intervention, Hervé Morin exprime cette forme d'impuissance et de résignation : "la Région Normandie sera bien entendu disponible, si malheureusement cette décision devait être maintenue, pour favoriser la reprise de l'activité en mettant l'ensemble de ses outils économiques et financiers ainsi que son savoir-faire à disposition d'un projet de reprise." Tout est dit.

David Margueritte au contact.

Vice-président "formation/apprentissage" d'Hervé Morin, David Margueritte rappelle régulièrement aux habitants de son territoire (celui de Cherbourg et du nord Cotentin) ce que la Région leur a apporté.

- Il vient encore de le faire, à mi-mandat, avec Hubert Lefèvre, l'autre conseiller régional LR du secteur, en insistant sur la rénovation des lycées de Cherbourg, l'arrivée prochaine des nouveaux trains, l'aide de l'ADN aux entreprises locales et le soutien à l'agriculture.

Mon commentaire : à un an des municipales, c'est une bonne façon de rester au contact du terrain, face à Benoit Arrivé, David Margueritte est l' élu référent de la droite républicaine.

en œuvre les quatre grandes priorités de la grande agglomération.

À savoir :

- "Le développement économique pour favoriser l'emploi" avec, par exemple, la création de zones d'activité : Martinvast, Les Pieux, Valognes, Cherbourg.
- "L'amélioration de l'offre de services à la population" : la construction d'une école d'infirmières, d'un internat de médecine ou encore la rénovation du CNAM-Intechmer illustrent cette volonté.
- "La préservation et l'aménagement du cadre de vie" : de nombreux travaux d'aménagement urbain et d'assainissement s'inscrivent dans cette politique.
- "La promotion d'un bon équilibre entre les zones urbaines et rurales" (un sujet cher au président Valentin) : la rénovation du cinéma de Réville ou la construction d'un centre aquatique à Valognes sont dans ce registre-là.

Au total, 68 projets sont inscrits au contrat de territoire pour un montant total de 126 M€. La Région contribue à hauteur de 30 M€ ; "heureusement que je ne signe pas de tel contrat tous les jours" plaisante Hervé Morin ; le Département finance à hauteur de 8 M€, "mais attention, il intervient aussi hors contrat, précise Jean-Louis Valentin qui chiffre à au moins 15 M€ l'apport total du Département.

Mon commentaire : plus de 9 M€ vont être consacrés à la rénovation du CNAM-Intechmer, l'établissement d'enseignement supérieur de la Manche, c'est l'une des opérations les plus importantes.

• Dans la cour des grands.

Avec ce contrat, la communauté d'agglomération du Cotentin (132 communes et 181 000 habitants) confirme son arrivée, depuis 2 ans, dans la cour des grands.

- Le 15 avril prochain, elle va voter son budget 2019. Il s'élèvera à 300 M€, dont 82 M€ d'investissement, des moyens comparables à ceux de Caen-la-Mer, ce qui la place au 4^e rang des intercommunalités normandes.
- Mais là n'est pas le plus important. C'est son dynamisme économique, porté par l'industrie - la filière énergétique est ici un moteur très puissant - avec, à la clé, un taux de chômage de 7,4%, l'un des plus faibles de la région.
- Naturellement, Jean-Louis Valentin se félicite de cette situation. Mais il n'oublie pas que, derrière les indicateurs bien orientés, se cachent des fragilités à résorber. "Nous souffrons toujours d'un déficit d'image et d'attractivité,

Et pendant ce temps-là...

• La voix de Vianney va manquer.

Considérant que les ponctions répétées de Bercy et que la réorganisation du réseau consulaire prévue par la loi Pacte 2019 ne lui permettent plus de remplir correctement ses missions, Vianney de Chalus a décidé de mettre fin à son mandat de président de la CCI Normandie. Ce n'est pas une surprise. Le renouveau consulaire qu'il espérait, fin 2016, le jour de son élection, ne s'est pas produit ; pire, le réseau s'est vu couper les ailes ; il a tiré le signal d'alarme à plusieurs reprises ; aujourd'hui, il s'en va : les fonctions d'intendant n'ont jamais été faites pour lui.

- Ce départ est une mauvaise nouvelle pour la Normandie. Vianney de Chalus a toujours été un empêcheur de ronronner en rond, un apporteur d'idées pour l'Etat, la Région et les grandes collectivités, un stratège qui pensait l'avenir de la région à 5, 10 ou 20 ans, pour créer les conditions favorables au développement des entreprises.

- Depuis 10 ans, il s'est battu pour l'Axe Seine, pour structurer ce projet d'intérêt national et européen et fédérer les acteurs économiques autour de sa co-réalisation avec les pouvoirs publics . Oui, sa voix va manquer.

Il va rester aux commandes de la CCI Normandie jusqu'à l'AG du 26 avril ; son successeur sera élu ce jour-là ; une page se tourne pour les CCI.

Le Brexit à vitesse grand V.

Directeur général adjoint du GPMH, Baptiste Maurand est confiant : le port sera prêt pour le Brexit.

- "Nous travaillons tous ensemble, depuis plusieurs mois, pour appréhender et anticiper toutes les facettes de cet événement. La préfecture, SOGET, la douane, la PAF et les services du Ministère de l'Agriculture répondent présents."
- Concrètement, les équipes d'Haropa ont déjà commencé l'aménagement du terminal ferry pour que tout soit en place le 30 mars. Plus de 1,5 M€ de travaux doivent être réalisés dans un temps record dans le cadre des ordonnances "Brexit" du gouvernement.

Au total, plus de 3 M€ seront investis pour éviter un engorgement des terminaux et fluidifier les trafics.

Le FENO d'Hervé Morin

Le président Morin va présenter, ce lundi 4 mars, la première édition du FENO, le Festival de l'excellence normande qui se tiendra du 12 au 14 avril à Caen. 250 exposants et 350 intervenants, tous ambassadeurs du "made in Normandie" seront présents. Le FENO se tiendra tous les ans dans une ville différente.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 I 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

explique-t-il, nous avons de nombreux défis à relever..." Le premier est celui des transports et de la mobilité ("il faut élargir l'offre à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire"), le second celui des services médicaux (il se bat notamment pour obtenir l'implantation d'un centre de coronarographie), le troisième celui de l'essor des activités touristiques : "on a des atouts, mais tout reste à faire".

Mon commentaire : pour réussir, Jean-Louis Valentin fait le pari de la bonne intelligence. Bonne intelligence avec Benoit Arrivé, maire de Cherbourg-en-Cotentin ("nous sommes différents, mais il n'existe pas de tensions personnelles ou politiques entre nous") ; bonne intelligence avec Hervé Morin et Marc Lefèvre ("des partenaires naturels") ; bonne intelligence avec le préfet Sabathé "qui est à l'écoute". Avant d'ajouter : "j'aime les partenariats multiples, c'est une bonne façon de ne pas enfermer l'agglomération dans des relations trop exclusives".

Remue-ménages

La Région prépare son Agence régionale de l'orientation.

Pour mettre en place sa nouvelle politique d'orientation, la Région vient de lancer une série de réunions avec les acteurs de la formation et de l'orientation, les représentants des filières et des branches professionnelles, les chefs d'entreprise. Elles sont aussi ouvertes au grand public.

- La première rencontre vient de se tenir au Havre. David Margueritte, le vice-président "Formation" de la Région et le Recteur Denis Rolland étaient à la manœuvre.

- 5 autres sont programmées à Rouen, Évreux, Alençon, Cherbourg et Caen, entre le 26 mars et le 20 juin prochain.

- Citation d'Hervé Morin, "l'objectif est de recueillir des idées afin de mieux répondre aux besoins de tout public désireux de s'orienter ou de se réorienter, mais aussi aux besoins des entreprises qui nous font part fréquemment des difficultés qu'elles rencontrent pour recruter..."

Rappelons que le président de la Région veut créer une "Agence régionale de l'Orientation" qui fonctionnera, espère-t-il, en janvier 2020. Il y affectera 15 à 20 de ses agents ; "j'en ai assez des formations qui débouchent sur le chômage..." Il rappelle aussi que 21 000 emplois industriels sont non pourvus en Normandie.

Pour s'inscrire : <https://parcours-metier.normandie.fr/rencontresorientation>

Et pendant ce temps-là...

• Fin de l'A.380 ? Les "Néo" sont la solution.

L'usine Safran Nacelles de Gonfreville l'Orcher (76) va être touchée par l'arrêt de la fabrication de l'A.380. Mais Olivier Aguilon, son nouveau directeur, est confiant. Cela va se faire sans impact majeur puisque la montée en puissance des programmes A.320 et A.350 Néo va compenser le fléchissement attendu de l'activité.

• Papeco veut s'agrandir.

9,5 M€, c'est le montant de l'investissement prévu par Papeco (fabrication de papier d'essuyage pour les professionnels) pour agrandir son usine d'Orval-sur-Sienne (50). Les élus de CMB (Coutances Mer et Bocage) et le sous-préfet de Coutances appuient ce projet qui pourrait bénéficier des financements du Contrat de transition écologique.

• Cars 100% électriques, ça marche !

Pour Transdev Normandie et Keolis Bus Verts, les résultats de la double expérimentation des cars 100% électriques réalisée en Normandie (8 000 km parcourus) sont positifs. Confort des passagers, coût de la consommation énergétique réduit, pas de gros problèmes techniques. La Région va maintenant tester des cars GNV.